



Les négociateurs en chef du PTP se préparent pour le premier de deux cycles techniques potentiels avant la conférence ministérielle

Il y a eu beaucoup de spéculations relativement aux dates de la prochaine conférence ministérielle du Partenariat transpacifique (PTP) et à la possibilité qu'elle permette finalement aux ministres du Commerce de régler les derniers détails de l'entente en s'attaquant aux enjeux politiques qui demeurent en suspens. Cependant, en réalité, il semble que plusieurs exigences doivent être satisfaites pour que cette « ultime » conférence ministérielle du PTP – anticipée en marge de la réunion des ministres du Commerce de la Coopération économique Asie-Pacifique (MRC de l'APEC) les 23 et 24 mai aux Philippines – puisse réellement être efficace et significative.

L'une de ces préconditions est le mandat pour la promotion des échanges commerciaux (TPA) des États-Unis, qui devrait être déposé et discuté cette semaine par les législateurs des États-Unis, qui reviennent de leur congé de Pâques. L'Administration Obama et, plus particulièrement, le représentant pour le commerce des États-Unis, Michael Froman, ont fait campagne sans relâche pour que le Congrès adopte le TPA. Ce dernier est en effet considéré par plusieurs, y compris les partenaires commerciaux, comme une garantie que les résultats d'un accord du PTP final ne seront pas modifiés par des amendements votés par le Congrès, ce qui les encouragera à déposer leurs meilleures offres sur la table.

La semaine dernière, M. Froman a renforcé ce point lorsqu'il a fait la promotion de la publication d'une nouvelle étude intitulée *United States of Trade* [Les États-Unis du commerce], qui analyse la valeur globale, pour les 50 États américains, des exportations de marchandises et des exportations vers des pays du PTP et du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). « Ce rapport montre que le programme commercial du président met les travailleurs des États-Unis au premier plan, a expliqué M. Froman.

Dans tous les États du pays, les emplois bien rémunérés sont liés aux exportations "Fabriquées aux États-Unis". Ce

rapport raconte également l'histoire de petites entreprises des États-Unis qui bénéficieront de l'abolition des obstacles au commerce dans les marchés de partout dans le monde; c'est sur ce plan que nous voyons beaucoup d'occasions de croissance et davantage d'emplois soutenus par le commerce. Le Partenariat transpacifique offre une chance unique de libérer le potentiel économique des petites entreprises des États-Unis et de rendre les règles du jeu équitables pour nos travailleurs », a ajouté M. Froman, recommandant vivement au Congrès d'adopter le TPA.

Les résultats des négociations bilatérales entre les États-Unis et le Japon constituent une autre exigence. Les deux puissances ont repris leurs discussions parallèles sur le commerce de véhicules automobiles, discussions qui ont récemment été présentées par des sources japonaises comme étant le plus grand obstacle à la conclusion d'un accord. Les négociations s'étaient déjà enlisées sur les questions des mesures non tarifaires et de l'élimination des tarifs des États-Unis sur les pièces d'automobile. Or, des sources révèlent maintenant que les règles d'origine pour les véhicules automobiles font maintenant partie du problème, puisque le Japon achète beaucoup de ses pièces d'automobile en Thaïlande.

Les négociateurs en chef du PTP devraient, selon des sources bien informées, se rencontrer au National Harbor près de Washington D.C. du 22 au 26 avril. Ces mêmes sources indiquent que cette rencontre regroupera probablement très peu de groupes de négociations, puisque l'objectif principal est de mettre l'accent sur le travail des chefs. Cependant, des responsables de quelques chapitres, entre autres ceux sur la propriété intellectuelle (PI), les sociétés d'État (SÉ), les règles d'origine et l'accès aux marchés, pourraient se joindre aux négociateurs en chef au National Harbor.

De tous les chapitres restants, celui de la PI a été identifié comme étant le plus problématique, puisqu'il est associé à de nombreuses questions qui demeurent en suspens et qui ne sont pas prêtes à être soumises aux ministres pour examen et

approbation. Quant à l'accès aux marchés, les États-Unis continuent de blâmer le Canada de ne pas vouloir prendre part à des discussions sur l'agriculture.

À ce jour, le plan pour les négociations demeure d'organiser une conférence ministérielle d'envergure en marge de la réunion des MRC de l'APEC les 23 et 24 mai. Il reste à voir si cette réunion ministérielle sera une rencontre importante où les ministres s'attaqueront aux questions politiques en suspens ou l'une de ces rencontres où les ministres du Commerce se rassemblent pour faire le bilan.

Toutefois, au stade où nous en sommes, ne pas saisir l'occasion de tenir une conférence ministérielle du PTP alors que tous les ministres du PTP seront présents à la conférence ministérielle de l'APEC pourrait envoyer un message négatif sur l'état des négociations, particulièrement à un moment où le représentant pour le commerce des États-Unis allègue que les pourparlers s'approchent des étapes finales et que leur conclusion aura un impact positif considérable sur l'emploi et les exportations aux États-Unis.

Programme de l'OMC en agriculture pour la première moitié de 2015

Le président des négociations sur l'agriculture et ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, John Adank, planifie intensifier ses consultations jusqu'en juillet, moment pressenti pour l'établissement par les Membres d'un programme de travail post-Bali clairement défini pour la portion restante du Cycle de Doha.

« L'un des principaux objectifs des prochaines semaines est de nous assurer que nous disposons de suffisamment d'occasions pour discuter de tous les enjeux pertinents en agriculture », a déclaré le président dans une télécopie envoyée aux délégués au début du mois. « J'ose espérer que d'ici la fin avril, nous pourrions évaluer l'état de progression général, puis planifier la suite des travaux qui devront, selon moi, s'intensifier jusqu'à la fin du mois de juillet », a-t-il ajouté, tout en encourageant les Membres à poursuivre leurs interactions avant les consultations.

M. Adank a expliqué qu'il planifie tenir des discussions ciblées en plus petits groupes : une sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire le 14 avril; des consultations sur certains aspects de l'accès aux marchés, y compris les enjeux liés aux mécanismes de sauvegarde, le 15 avril; et finalement une discussion sur le

soutien interne axée sur le soutien minimal (*de minimis*), la catégorie bleue et « tout autre enjeu pertinent » le 16 avril.

À ce jour, les consultations de M. Adank sur le soutien interne ont principalement porté sur le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE) et, bien qu'elles aient « contribué à mettre en lumière certaines questions qui suscitent des points de vue très divergents, en particulier certaines des règles du SGEDE applicables à certains Membres », des demandes ont été formulées afin « de considérer ce qui serait faisable » afin d'en arriver à une solution acceptable pour tous en utilisant la révision 4.

Le problème réside ici dans le fait que les États-Unis refusent d'être le seul pays – selon l'analyse du Groupe de Cairns – qui aurait à réduire ses subventions internes pendant que d'autres, tels que l'Inde et la Chine, qui sont devenues de grands pays subventionnaires au fil des ans, n'auraient rien à faire, principalement en raison de leur statut de pays en développement.

Sur la question de l'accès aux marchés, les solutions de rechange à la formule étagée récemment proposée par l'Argentine (la demande-offre a été jugée trop « fastidieuse et difficile à gérer ») et le Paraguay (une réduction moyenne pourrait « diluer le potentiel d'un accès aux marchés significatif ») ont été abordées lors des pourparlers. Les Membres ont également souligné que les interconnexions entre les éventuels résultats en matière d'accès aux marchés en agriculture et ceux en matière d'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) devaient être prises en considération.

La semaine du 20 avril sera consacrée à la concurrence à l'exportation et au coton, ainsi qu'à toute question que les Membres désireront aborder. Ce cycle de consultations mènera à une rencontre informelle de tous les Membres le 24 avril. Cette initiative n'a pas seulement pour objectif d'assurer la transparence lors des pourparlers sur l'agriculture, mais également de faire le bilan des progrès réalisés à ce jour et d'évaluer les prochaines étapes avant la rencontre informelle du Comité des négociations commerciales (CNC) convoquée par le directeur général, Roberto Azevêdo.

« Il existe un réel besoin d'intensifier et d'accroître la productivité de notre travail, tant en ce qui a trait au programme de travail pour juillet qu'à la détention de stocks publics, et je compterai sur la participation active et constructive de toutes les délégations dans l'avenir », a conclu M. Adank

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonduncanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada